



Culture et service public culturel : priorités pour notre société et notre démocratie

Nous soutenons depuis longtemps l'idée que la culture et le service public culturel sont essentiels pour l'avenir et la démocratie de nos sociétés, en Europe et dans le monde. La culture, c'est avant tout la rencontre avec l'autre !

Dans une société de plus en plus fermée, minée par les divisions et la tentation de s'orienter vers des politiques plus autoritaires, nous affirmons que la culture et donc les politiques culturelles et le service public culturel restent essentiels pour construire un avenir pacifique et libre.

Nous nous battons pour un projet de service public culturel tourné vers l'avenir, à l'abri des nouvelles mesures d'austérité et fondé sur l'égalité et la démocratie. Nous sommes convaincus que l'émergence d'une véritable démocratie culturelle passe impérativement par la participation active et intergénérationnelle de tous les groupes sociaux. Dans les politiques culturelles publiques, nous devons encourager la création artistique, la rencontre et le partage pour renouveler l'imaginaire, favoriser l'émancipation, la cohésion sociale et le bien-être, ainsi qu'une vision partagée dans le respect de la diversité culturelle. Dans le même temps, il est nécessaire de promouvoir des politiques publiques qui garantissent la protection et la préservation du patrimoine culturel existant et sa bonne jouissance ouverte à tous les citoyens. Ceci est d'autant plus urgent que l'on assiste partout à une résurgence de l'extrême droite et que des idées et des rhétoriques nauséabondes envahissent la sphère publique, politique et médiatique.

Notre lutte contre la marchandisation de la culture et contre le consumérisme culturel doit dépasser nos frontières et prendre une dimension internationale de lutte et de solidarité pour la défense de tous les travailleurs des services culturels publics.

Nous devons nous inscrire dans la trajectoire des luttes internationales en solidarité avec les travailleurs.

Faire du service public culturel un enjeu essentiel de progrès social nous conduit inévitablement à imaginer une approche programmatique fondée sur la dignité des travailleurs culturels et la conquête de nouveaux droits. Dans un monde en proie à la multiplication des crises et à leur globalisation, il nous a semblé essentiel d'actionner simultanément deux leviers convergents : la recherche partagée d'une alternative durable et responsable au modèle économique dominant et l'ambition d'inventer, de manière participative, un nouveau modèle de développement culturel et social.

C'est à partir de ce point de départ que nous entendons jouer pleinement notre rôle dans la transformation des politiques culturelles, le renforcement du service public de la culture et l'essor de la démocratie culturelle au niveau européen et international.

Pour cela, nos syndicats doivent travailler ensemble sur la nécessité d'un service public de la culture et mettre en commun les différentes problématiques qui s'y rattachent.

Alors que le rôle de la culture est central et décisif pour une véritable transformation sociale tournée vers l'avenir, l'émancipation, l'égalité, la solidarité et la fraternité, le service public culturel se heurte de plus en plus aux politiques néolibérales et consuméristes.

Elles sont fondées sur la commercialisation des services culturels publics, la déresponsabilisation de l'État par la suppression d'emplois, l'augmentation de la précarité et l'abandon des missions de service public, des réorganisations permanentes entraînant la détérioration du service offert au public, la dégradation des conditions de travail et l'augmentation exponentielle de la précarité.

Les modèles économiques basés sur l'hyper-fréquentation touristique conduisent à la gentrification urbaine, à la dérégulation du marché du travail et à la précarisation de l'emploi, autant d'éléments qui interrogent le rôle social des politiques culturelles.

La montée de l'extrême droite dans les pays européens et dans le monde est un fait indéniable.

En Europe, en particulier, nous vivons une grave crise sociale et culturelle. Les forces réactionnaires et l'extrême droite profitent du malaise de sociétés à bout de souffle et de l'inquiétude des populations pour engager une bataille culturelle identitaire, fondée sur des pulsions nationalistes, discriminatoires, xénophobes et intolérantes à l'égard de toutes les diversités.

Cela démontre les conséquences politiques et démocratiques de la construction d'une Europe presque exclusivement économique et largement inspirée par l'idéologie ultralibérale. En revanche, on voit bien l'importance vitale de lutter pour une Europe sociale et culturelle et un service public de la culture sur l'ensemble du continent.

Nous répétons que les partis d'extrême droite, malheureusement de plus en plus flanqués d'une droite conservatrice et populiste, vont à l'encontre des intérêts du monde du travail. L'examen de leurs programmes montre que les travailleurs ont tout à perdre à s'engager dans cette voie sans issue.

Tout au long de l'histoire, et dans de nombreux pays aujourd'hui, ceux qui se réclament de cette idéologie ont supprimé et suppriment encore les libertés syndicales et démocratiques, sapent les garanties sociales, divisent les travailleurs et brisent la solidarité.

Partout dans le monde, l'extrême droite, axant son programme sur la haine et la dénonciation de boucs émissaires préfabriqués, responsables de tous les maux et de toutes les crises, disculpe le patronat et les vrais responsables en abusant de la légitime colère sociale des citoyens.

L'extrême droite raciste, antisémite et xénophobe est toujours le pire ennemi des travailleurs, des grèves et des syndicats.

En matière de discrimination, il est aussi l'ennemi des droits des femmes, des personnes LGBTQ+, de toutes les libertés démocratiques et de la paix.

Au contraire, nous portons et porterons des valeurs universelles de solidarité, de fraternité et d'égalité entre les travailleurs, quels que soient leur statut, leur origine, leur nationalité, leurs opinions philosophiques ou religieuses.

La lutte pour une véritable démocratisation culturelle et une démocratie culturelle ouverte à l'expression libre et créative des cultures dans la richesse et la plénitude de leur diversité est inséparable de la lutte pour le développement d'une société pleinement citoyenne.

Nous demandons que les travailleurs des services culturels publics retrouvent la dignité sociale de leur travail et soient encouragés à travailler ensemble dans une coopération renouvelée et horizontale au service de tous les citoyens et de la culture.

Afin de maintenir et de développer le travail et les compétences très diversifiés des professions, nous appelons à la mise en œuvre de véritables stratégies de développement des compétences professionnelles publiques.

Cela doit passer par une politique de renforcement de la fonction publique, de préservation et de valorisation des expertises, de résorption de l'emploi précaire par la mise en place de contrats décents, de réinternalisation des missions publiques, notamment celles d'expertise et d'évaluation préventive des interventions de protection du patrimoine culturel et de sécurité des biens et des personnes. À travail égal doivent correspondre des droits salariaux et réglementaires identiques ; tel doit être aussi le principe régulateur du marché du travail.

Mais l'implication des opérateurs culturels ne doit pas s'arrêter là. Elle doit se poursuivre avec les acteurs institutionnels de la culture, les professionnels, les artistes, les associations et les usagers, de manière plus ouverte et démocratique.

Il est urgent d'encourager le développement d'espaces culturels citoyens, partagés et garantissant les droits culturels. Ces espaces culturels au cœur des villes, mais aussi dans les banlieues, doivent contribuer à lutter contre la ségrégation culturelle et à promouvoir la démocratie culturelle.

Cette année encore, l'été a mis en lumière les conséquences dramatiques du changement climatique et la nécessité d'engager une transition écologique socialement juste. Nous sommes toutes et tous concernés. Les impacts de cette transition écologique juste sont multiples et concernent à la fois les activités, les conditions de travail, les métiers, les emplois, les qualifications et les compétences. Pour répondre à ce défi majeur, il faut dès aujourd'hui apporter des solutions immédiates, anticiper les impacts et préparer les investissements nécessaires, sécuriser l'emploi des travailleuses et travailleurs et les associer aux choix qui les concernent.

Les évolutions technologiques remettent souvent en cause les droits sociaux acquis au lieu de porter le progrès social, comme l'illustre la grève des scénaristes et auteurs aux États-Unis qui exigent, en parallèle à une hausse de leurs rémunérations, des limites claires au recours à l'intelligence artificielle. Ces évolutions doivent être un outil d'aide à la création des travailleurs et non pas remplacer ces derniers, et doivent être accompagnées d'un encadrement strict et de nouveaux droits.

Le travail doit être reconnu et revalorisé en tant que créateur de culture et son patrimoine doit être reconsidéré : le travail dans la culture est un patrimoine vivant, matériel et immatériel, ainsi qu'un outil de préservation de la mémoire collective des communautés, des travailleurs, des luttes et des acquis sociaux.

C'est pourquoi nous demandons :

- **un service public culturel transformé et renforcé ;**
- **créer le cadre conceptuel et les conditions nécessaires au développement d'une démocratie culturelle ;**
- **l'emploi et des conditions de travail stables et décentes ;**
- **maintenir et développer l'expertise et les compétences;**
- **des augmentations de salaire en adéquation avec le niveau des fonctions exercées;**
- **des ressources humaines et budgétaires à la hauteur des défis et des besoins ;**
- **un nouveau modèle de développement social et culturel participatif, solidaire et durable ;**
- **une action résolue et permanente contre la précarité, le dumping social, la privatisation sous toutes ses formes et l'exploitation éhontée des salariés des prestataires de services.**

En France, en Italie et en Europe, mobilisons-nous pour les libertés, les salaires, les emplois, l'égalité femmes-hommes, le Service public et notamment le Service public culturel.

Paris-Rome, le 10 octobre 2023